



Déjeuner du Cercle des réseaux européens Avec Pervenche Berès – Octobre 2016

Le 14 octobre, les membres du Cercle ont rencontré Pervenche Berès, député européen, présidente de la délégation socialiste française, coordinatrice et membre de la commission des affaires économiques et monétaires. Le déjeuner a été l'occasion de faire un point, dans un premier temps sur l'actualité institutionnelle du Parlement, puis sur les enjeux liés au Plan Juncker et à l'extension de l'EFPI.

Elections pour la présidence du Parlement Européen & équilibres politiques

La fin d'année du Parlement européen sera animée par les incertitudes politiques liées à l'échéance de mi-mandat. 2017 devrait voir s'opérer un certain nombre de changements au sein des commissions parlementaires et des responsabilités politiques, changements amplifiés par le vote du Brexit qui devrait mettre un certain nombre de députés britanniques sur la touche. Mais la plus grande incertitude porte sur la présidence même du Parlement européen.

Martin Schulz devrait laisser sa place à la tête du Parlement européen suite à son deuxième mandat selon l'accord initial conclu entre le PPE et le S&D, qui prévoyait qu'un député du groupe de droite prenne sa place en 2017. Cependant Pervenche Berès a indiqué que Martin Schulz est peu enclin à quitter son perchoir d'autant plus que cela signifierait une prédominance du PPE à l'échelle européenne, celui-ci ayant déjà la présidence de la Commission et du Conseil de l'UE.

Cette élection accentue les tensions autour de la « grande coalition » établie entre le PPE et le S&D au Parlement. La perte de la présidence par Martin Schulz risque de mener à une rupture de la grande coalition, qui jusqu'à présent permettait au Parlement de dégager des compromis et de voter, de manière relativement simple, des textes. Dans cette optique Jean-Claude Juncker tend à être favorable au maintien de Martin Schulz afin de préserver un Parlement réceptif à ses initiatives.

De son côté le PPE n'est pas inactif, et prépare l'organisation de primaires pour la présidence du PE. Pervenche Berès est revenue sur les candidats en lice, avec notamment l'irlandaise Mairead McGuinness qui pourrait avoir les faveurs de l'hémicycle mais est peu soutenue au sein du parti. Alojz Peterle (Slovénie) sera le candidat des pays de l'Est, le député italien Antonio Tajani est également en lice. Enfin trois candidats français se sont déclarés : Alain Lamassoure qui a abandonné la présidence de la délégation française du PPE, Françoise Grossetête, et Elisabeth Morin-Chartier

Enfin l'échéance de mi-mandat marque également une redistribution des responsabilités politiques au sein du Parlement. Pervenche Berès de son côté devrait abandonner sa fonction de présidente de la délégation socialiste française si elle est maintenue dans son rôle de coordinatrice en ECON. La grande priorité du S&D français sera d'obtenir la présidence d'une commission parlementaire.

Ces discussions ont amené les membres du Cercle à évoquer la place de la social-démocratie en Europe. La question de l'identité des socialistes est d'autant sensible avec le risque de rupture de la grande coalition au Parlement. Pour Pervenche Berès, la social-démocratie c'est avant tout réguler la mondialisation et redistribuer les bénéfices tirés de la compétition. Cependant la chef de file des députés français a admis qu'en Europe les socialistes ne sont plus perçus comme apportant une réponse.

Brexit et conséquences

Selon Pervenche Berès, en l'état actuel des choses, rien ne change pour les députés britanniques, qui restent membres de plein droit du Parlement. Cependant la question de leurs responsabilités politiques et de leur avenir se pose. Pour la députée c'est aux Britanniques de prendre leur décision. Cependant elle estime qu'ils devraient accepter de ne plus prendre de responsabilités. Avec 21 députés britanniques, le groupe socialiste est particulièrement concerné par le problème.

La principale conséquence sera pour la présidence des commissions parlementaires. Trois sont concernées : la commission LIBE – libertés civiles, justice et affaires intérieures ; la commission DEVE – développement ; et la commission IMCO – marché intérieur et protection des consommateurs. Pervenche Berès estime que Vicky Ford notamment pourrait refuser de lâcher sa présidence de la commission IMCO.

Dans le cadre plus large du Brexit, Pervenche Berès plaide pour appliquer le principe de l'Eurogroupe : prendre les décisions comme si les Britanniques n'étaient plus là, puis négocier avec eux. Elle estime également que le Brexit ouvre une fenêtre d'opportunité pour la clarification de la zone euro et de son périmètre. Selon elle les priorités du Brexit sont : les questions de sécurité, le passeport financier, les enjeux liés à la libre-circulation.

Enfin, sur la négociation du Brexit, Pervenche Berès désapprouve la « mauvaise attitude » du Conseil qui, en nommant très rapidement un négociateur, a cherché à évincer le Parlement et à imposer des négociations intergouvernementales. La députée socialiste s'est montrée plutôt satisfaite du choix de Guy Verhofstadt pour le Parlement estimant qu'il s'agit d'un bon négociateur. Elle a précisé ensuite que toutes les commissions parlementaires contribueraient à la préparation des négociations, en fonction de leurs champs d'expertise spécifiques.

Plan Juncker & extension de l'EFSI

Pour le Parlement européen le prolongement de l'EFSI est une « bonne chose ». Pervenche Berès a souligné quatre sujets de sensibilisation spécifiques :

- L'importance de l'additionnalité pour les projets EFSI – « arrêter le recyclage de projets »
- L'importance apportée aux pays de la Cohésion
- L'orientation des investissements et la nécessité de flécher davantage les fonds vers la transition écologique – le Parlement souhaite renforcer cette dimension dans l'EFSI 2.0
- La gouvernance de la BEI – l'EFSI a eu un impact léger sur le mode de gouvernance de la BEI, cependant Pervenche Berès estime qu'elle a encore trop de marges de manœuvre. Elle souhaite notamment renforcer la place des plateformes d'investissement.

Le bilan après un an de l'EFSI montre une prédominance des grands pays, et en particulier du Royaume-Uni, premier bénéficiaire, de la France et de l'Allemagne. Ce résultat logique est lié à la forte capacité administrative de ces pays, couplé à un accompagnement de qualité des banques de développement. C'est pourquoi, selon Pervenche Berès, l'octroi de fonds EFSI doit s'accompagner d'un soutien à la capacité administrative : c'est le rôle de l'Advisory Hub.

Pervenche Berès a également souligné la nécessité de renforcer les complémentarités entre l'EFSI et les fonds structurels. Le prolongement et le renforcement de l'EFSI a amené les membres du cercle à s'interroger sur la place et l'évolution des subventions dans la politique de développement de l'UE. Pervenche Berès a admis qu'un glissement était en train de s'opérer d'une logique de subventions (via les fonds structurels) à une logique d'instruments financiers, ou en d'autres termes une logique de « prêt ».

Interrogée par les membres du Cercle sur la place de l'énergie, la députée a plaidé pour une transition écologique, et le Parlement devrait pousser pour un focus spécifique du Plan Juncker sur les projets énergétiques. Cependant il n'y aura pas de « Plan Juncker de la transition écologique ».

La pertinence des projets ferroviaires a été remise en cause dans le cadre de l'EFSI, plusieurs membres évoquant la difficulté de trouver un espace pour les projets plus modestes ou plus ciblés. La difficulté de porter des projets en Partenariats Public-Privé, a aussi été mise en avant, certains évoquant la possibilité d'obtenir un avis d'Eurostat assez tôt dans le montage d'un projet, afin d'en garantir la faisabilité. Pervenche Berès a reconnu deux difficultés à ce type de projets : l'additionnalité, et la qualification de la dette, qui sont encore des obstacles.

Du point de vue de la procédure, la Commission souhaitait faire passer le règlement EFSI 2.0 dans le vote du paquet budgétaire. Le Parlement n'est pas de cet avis, et la commission ECON va séparer les textes sur l'EFSI du reste du paquet budgétaire. Le Parlement rendra son rapport sur le règlement EFSI 2.0 en février ou mars 2017. L'équipe du Parlement devrait rester la même que pour le premier règlement EFSI, à savoir les députés Udo Bullmann (S&D, Allemagne) et José Manuel Fernandes (PPE, Portugal). Le Conseil quant à lui adoptera son approche générale en novembre.

Pervenche Berès a invité les membres du Cercle à lui faire parvenir leurs demandes ou leurs remarques vis-à-vis de la mise en œuvre du Plan Juncker.

Budget Européen

Les discussions sur l'EFSI ont amené à discuter des enjeux liés au Budget de l'UE. Pervenche Berès est chargée de la co-rédaction, avec Reimer Böge, d'un rapport d'initiative sur les capacités budgétaires de la zone euro. Elle plaide pour un renforcement du Budget de l'Union, afin notamment d'être en capacité de mieux absorber un choc externe. Cependant la députée a admis que l'horizon était sombre en matière budgétaire et que cela « allait mal ». La question budgétaire n'a pas été abordée lors du Sommet de Bratislava, et la Commission n'envisage pas de rédiger de Livre Blanc sur le sujet, contrairement aux recommandations du rapport des 5 Présidents.

La prochaine étape en matière budgétaire sera la déclaration de Rome du 25 mars 2017. De son côté Guy Verhofstadt travaille à un rapport sur la modification éventuelle des Traités européens. Pervenche Berès estime que le Parlement européen a une carte à jouer car il est la seule institution qui puisse pousser pour un budget communautaire. Pour la députée socialiste l'essentiel est aussi de ne pas attendre de s'être occupé du Brexit pour remettre le budget sur la table. Les élections 2017 en Allemagne pourraient permettre de remettre une certaine pression, par le biais du SPD, en cas de nouvelle coalition avec la CDU.
